



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

09/10/2023

Résumé des questions économiques et sociales.

n° 143 semaine 09 octobre 2023

ALBERTVILLE (SAVOIE) : Des agent-es précaires privé-es de leurs droits...

En mai dernier, la CGT et les autres organisations syndicales ont organisé une mobilisation des agent-es devant la mairie d'Albertville pour impulser la revalorisation du régime indemnitaire tenant compte de la fonction, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (Rifseep).

Cette prime compte pour beaucoup dans la rémunération que perçoivent les agent-es de la fonction publique, et la mairie a fait le choix de la limiter à seulement 20 % du montant permis par les textes en vigueur pour faire des économies sur les salaires de ses agent-es de catégorie C...

À cette occasion, de nombreux-ses agent-es ont rencontré le syndicat CGT pour exprimer leurs doléances. Parmi elles et eux, des agent-es territoriaux spécialisé-es des écoles maternelles (Atsem) ont dénoncé la précarité de leur contrat de travail, imposé depuis de nombreuses années par la mairie. Ces Atsem ont été nombreuses à relever la tête, leur détermination renforcée par leurs collègues des services techniques et d'entretien, et par les agent-es de service et des espaces verts, qui elles et eux aussi, ont dit stop à l'abus de droit !

La fin d'un régime arbitraire, grâce à l'action syndicale de la CGT !

Le syndicat CGT a donc entamé des négociations avec le maire pour mettre fin à l'usage de contrats précaires, usage totalement illégal d'ailleurs : créés au motif d'un accroissement temporaire d'activité, les emplois étaient en réalité permanents.

Détail intéressant : au contraire des titulaires, les agent-es contractuel-les ne percevaient pas le Rifseep.

Face à cette situation devenue intenable juridiquement pour la commune et la pression que la CGT entendait bien maintenir, le maire a dû procéder à la régularisation de l'ensemble des situations précaires.

Fin septembre 2023, une délibération du conseil municipal est venue mettre fin à des années de pratiques arbitraires et illégales.

Ce jour-là, la fin des contrats de travail précaires pour accroissement temporaire d'activité a été actée, douze postes d'Atsem ont été créés avec des augmentations de quotité de temps de travail. Par ailleurs, la collectivité a titularisé 31 agent-es supplémentaires, essentiellement les agent-es de service et d'entretien. Les agent-es de nationalité extra-européenne ont également vu leur sort s'améliorer, avec la création d'un CDI contractuel. Le paiement du Rifseep a également été acté, avec effet rétroactif jusqu'à quatre ans, soit un rappel de salaire allant jusqu'à 8 000 euros par agent-e !

Ainsi, dès le mois d'octobre prochain, tou-tes ces agent-es pourront voir sur leur fiche de paie le changement intervenu avec le versement du rappel des primes dont elles et ils étaient injustement privé-es.

La menace du recours au tribunal administratif et l'action des salariés auront produit leurs effets...

MAIS À QUOI JOUE KORIAN/CLARIANE ?

Sous prétexte de raisons économiques et financières pour un groupe revendiquant un **chiffre d'affaires de 1.218 millions d'euros sur le seul premier trimestre 2023**, la direction générale du groupe Clariane dont Korian fait partie, vient purement et simplement d'annoncer la fermeture de l'Ehpad « *Entre Deux Mers* » situé à Sauveterre-de-Guyenne en Gironde.

Les Résidents, familles, salariés, pouvoirs publics sont mis devant le fait accompli avec stupeur, colère et incompréhension face à cette annonce brutale. La CGT Korian s'associe dans la lutte et le combat qui s'annonce contre la fermeture de cet Ehpad qui aura des conséquences néfastes sur les résidents, les familles et les salariés.

La CGT Korian estime que cette fermeture est uniquement motivée par des raisons économiques et financières au détriment du bien-être des résidents et de ses salariés. L'Ehpad Entre Deux Mers ne serait plus dans les critères du groupe ?

De quel critère parle-t-on ? De quel standard de qualité de soins fait référence le groupe Korian ? Du haut de gamme pour toujours faire plus de bénéfices à redistribuer aux actionnaires ? Korian qui revendique à grand coup de communication être devenu entreprise à mission perdrait-il le réel sens de sa mission auprès de nos aînés ?

La CGT KORIAN n'a pour l'instant aucune réponse à toutes ces questions et rappelle quand même que l'établissement fonctionne à **hauteur de 50 % par des fonds publics**. Nous demandons donc à la direction générale de reconsidérer sa décision et de trouver des alternatives pour préserver les emplois, et de penser au traumatisme que cette fermeture aura sur les résidents et leurs familles. La CGT Korian espère que le groupe Korian prendra en compte ces préoccupations et trouvera des solutions alternatives. La CGT Korian demande également aux autorités de tutelles (ARS, conseil départemental, voire ministère de la Santé) de prendre leur responsabilité. La CGT Korian exprime sa totale solidarité envers tous les acteurs touchés par cette fermeture et s'associe au combat qui ne fait que commencer.

"ON EN A RAS-LE-BOL" : LES COMPAGNONS SANS-PAPIERS D'EMMAÛS NIEPPE EN GRÈVE, EUX AUSSI, POUR DÉNONCER LEURS CONDITIONS DE TRAVAIL !

C'est le quatrième site Emmaüs dans le Nord à se mettre en grève. Ils dénoncent leurs conditions de travail inhumaines et indignes. Ils attendent une régularisation de leur situation. **Une enquête a été ouverte pour traite d'être humains et travail dissimulé.**

Après les compagnons Emmaüs sans-papiers de l'antenne de la Halte-Saint-Jean, c'est au tour de ceux de Nieppe de se déclarer en grève illimitée depuis ce samedi 30 septembre 2023. Eux aussi dénoncent **"les conditions inhumaines et indignes de travail"**. C'est le quatrième site du Nord à se mettre en grève.

380 euros pour 40h par semaine !

"Nous travaillons 40 heures par semaine et nous ne sommes pas rémunérés à juste prix. Nous gagnons un pécule de 380 euros et nous payons 50 euros de loyer", explique Rodrigue, porte-parole des compagnons sans-papiers du site de Nieppe.

Il ajoute : "Aujourd'hui, nous sommes passés de trois repas par jour, à un seul, nous travaillons sans avoir droit aux vacances, aux congés maladie. Au bout d'un moment, on en a ras-le-bol."

"Nous avons décidé de nous mettre en grève jusqu'à ce que la régularisation soit faite, sans délai et compte tenu du préjudice subi. C'est inadmissible que nous ne puissions pas toucher ne serait-ce que le SMIC pour vivre dignement", complète Rodrigue.

Du "travail déguisé" !

L'union départementale de la CGT était présente en soutien. **"Nous, on est auprès de tous les travailleurs et travailleuses. On sait que leur statut, c'est compagnon, mais c'est hypocrite. Est-ce que vous connaissez des associations qui prennent des bénévoles pour plus de 40h par semaine horaires ?"**, questionne un responsable de la CGT. Il continue : **"Un bénévole qu'on oblige à venir de telle heure à telle heure et sur une fourchette horaire de 7 à 8 heures par jour, ce n'est pas du bénévolat, c'est du travail déguisé."**

Une fausse promesse d'Emmaüs !

Les compagnons sans-papiers de Saint-André sont en grève depuis 92 jours, ceux de Grande-Synthe depuis 50 jours et ceux de Tourcoing depuis 20 jours. Certains travaillent dans ces Emmaüs depuis trois ans, cinq et même sept. Ils réclament une régularisation de leur situation. En vain. Ces derniers mettent en cause les agissements d'Anne Saingier, responsable de la communauté et présidente d'Emmaüs du Nord-Pas-de-Calais.

Selon *StreetPress*, elle aurait mis en place un système d'exploitation. Des dizaines de travailleurs sans-papiers ne seraient pas déclarés et recrutés sur la base d'une fausse promesse : le statut de compagnon qui permettrait aux sans-papiers d'être régulés au bout de trois années consécutives de travail au sein de la communauté.

Une enquête judiciaire ouverte !

Une enquête judiciaire a également été ouverte sur le site de Saint-André pour traite des êtres humains et travail dissimulé. **"On a affaire à de l'esclavage organisé entre Emmaüs et l'État qui utilise des sans-papiers sous couvert d'un nom comme compagnon. C'est de l'esclavage moderne"**, déclare Stéphane Vonthron. Grâce à cette plainte, les grévistes d'Emmaüs sans-papiers sont protégés par la loi, pendant l'instruction.

Nous relayons dans notre résumé éco-social la lettre ouverte adressée par l'Union locale CGT Tourcoing au nouveau président d'Emmaüs Tourcoing tandis que la lutte exemplaire des compagnons dans le Nord se poursuit après plus de 90 jours de grève ininterrompue.

LETTRE OUVERTE AU NOUVEAU PRÉSIDENT D'EMMAÛS TOURCOING, PIERRE-YVES LENGART

Monsieur le Président,

Les graves dysfonctionnements et manquements de la structure que désormais vous présidez, manquements au droit du travail et y compris aux droits humains les plus élémentaires, ont conduit à cette grève inédite des salariés et compagnons de la structure.

La démission en masse d'une grande partie du C.A. et de son Bureau, le mardi 26 septembre est une conséquence logique non pas de la grève en tant que telle, mais des dysfonctionnements et manquements largement documentés et avérés.

Dès votre élection, ce jeudi 28 septembre, vous avez souhaité rencontrer les grévistes sans les organisations qui les soutiennent et de manière séparée. Les compagnons ont exigé la présence de la CGT, et lors de cette réunion, vous vous êtes de nouveau engagé sur certains points mais sous condition de reprise du travail.

Les compagnons en grève ont dans la foulée décidé collectivement de ne pas céder à cette forme de chantage et ont reconduit la grève.

Par la présente, notre organisation vous sollicite pour convenir d'une réunion de négociation officielle, entre vous, les porte-parole des grévistes, et notre organisation, ainsi que le CSP 59 si celui-ci le souhaite et le peut.

Pour rappel, la fin de la grève n'interviendra qu'en cas d'un accord accepté par les deux parties et se matérialisera par un protocole de fin de conflit dûment renseigné et signé. Si vous répondez aux revendications légitimes des grévistes, c'est vers cela que nous nous dirigeons. Nous espérons que c'est aussi dans cette direction que vous allez agir.

Restant à votre disposition,

Tourcoing, le 29 septembre 2023.

GRÈVE À LA CIMENTERIE CALCIA À RANVILLE (CALVADOS) : LES SALARIÉS "INQUIETS PAR LA POUSSIÈRE RESPIRÉE" !!!

Les salariés de la cimenterie située au nord de Caen ont rejoint le mouvement initié il y a presque un mois dans une autre usine du groupe, située à Couvrot dans la Marne. Au cœur de la grogne, le manque d'entretien des cimenteries.

Sur les 91 salariés, une quarantaine suit le mouvement, de source syndicale, que ce soit pour quelques heures ou sur l'ensemble de la journée. Les revendications portent principalement contre l'état de la cimenterie de Ranville qui se dégrade, faute d'entretien. Un élu CGT déclare : "on a été racheté par un groupe allemand il y a quelques années et on voit que petit à petit on a supprimé des entreprises extérieures qui venaient chez nous pour les entretiens, par exemple des filtres. On a aussi diminué beaucoup les effectifs pour le service de maintenance ou la fabrication."

Des poussières dangereuses pour la santé selon les syndicats !

Conséquence, les salariés respirent des poussières néfastes pour la santé comme le déclare un autre délégué CGT : **"le problème, c'est que la silice, selon les études de la médecine du travail, est cancérigène. On n'a pas envie de vivre ça. On a des masques de protection, mais on respire des quantités de poussières énormes. Nous, on veut préserver les salariés. On parlait de l'amiante il y a quelques années, maintenant c'est la silice. On ne peut pas travailler dans ces conditions là."**

Le syndicat demande le retour d'entreprises extérieures pour faire régulièrement les nettoyages nécessaires et attend de savoir si les salariés de la Marne, assignés en justice seront condamnés ou non après un mois de grève, pour poursuivre le mouvement.

CIMENTERIE CALCIA DE COUVROT (MARNE): COUPS POUR COÛTS, 30 JOURS DE GRÈVE !!!

La mobilisation reste intacte, 109 grévistes déterminés sur un effectif de 142. Chaque coup bas porté par la direction est et sera rendu. Le coût de cette action sociale atteint désormais des pertes financières importantes pour cette usine, alors que les grévistes revendiquent simplement l'obtention de quelques embauches et d'une prime de 1.500 euros !

Présence d'huissier, assignations au tribunal, convocations par la direction et intimidations sont les moyens de pression (encore une fois) de nos dirigeants. Ce sont aussi encore leurs seuls moyens de *dialogue social* puis qu'après 30 jours d'action, aucune proposition sérieuse n'a été proposée. Qu'importe, ce mouvement ultra solidaire durera le temps qu'il faudra, la solidarité et la dignité humaine l'emporteront. Nos dirigeants ne sortiront pas vainqueur de cette lutte qui a déjà franchi nos frontières.

Seule la petite porte leur est ouverte !!!

SOCIÉTÉ DE NETTOYAGE ONET: LES SALARIÉ-ES QUI INTERVIENNENT AU CHU DE MONTPELLIER VONT ENTAMER LEUR 20^{ème} JOURNÉE DE GRÈVE RECONDUCTIBLE !

Ces travailleuses et travailleurs de la propreté se mobilisent pour :

- L'amélioration de leurs conditions de travail,
- Les revalorisations salariales,
- La suppression d'un management féroce.

Ce mouvement social inédit trouve sa source dans le contexte d'inflation générale. La majorité de ces salarié-es pour la plupart des femmes, subissent des contrats précaires à temps partiel payés au taux horaire du SMIC, ce qui ne leur permet pas de pouvoir faire vivre dignement leurs familles. Ces salarié-es travaillent bien souvent avec des horaires décalés (de 5h à 8h du matin), devant multiplier les « petits » contrats pour pouvoir finir le mois. De l'autre côté, il y a la famille Coquet-Reinier propriétaire d'Onet, 265e fortune française, qui « pèse » 500.000.000 d'euros... Malgré tout, les salarié-es d'Onet refusent désormais de courber l'échine. Elles et ils redressent la tête et ne lâcheront rien, tant que leur direction n'accédera pas à leurs légitimes revendications.

Certain-es travaillent depuis 35 ans sur le site du CHU. Pourtant, les différentes directions de notre établissement ont jusqu'alors fait le choix de sous-traiter une partie de l'activité d'entretien de nos locaux et de « *fermer les yeux* » sur l'exploitation subie par ces salarié-es. À ce jour, il semblerait que le prestataire Onet contourne ce mouvement de grève en recourant à des salarié-es extérieur-es à l'agence de Montpellier... qui ne seraient pas formé-es aux protocoles d'hygiène hospitalière et ne satisferaient pas aux prérequis sanitaires obligatoires pour exercer au sein d'un établissement de santé !

Nous observons également une dégradation qualitative de la prestation attendue au sein d'un établissement de soins accueillant des personnes fragiles qui nous a amené à interpeller la Direction Générale du CHU. Le syndicat CGT du CHU renouvelle son soutien sans faille et sa solidarité aux salarié-es d'Onet qui mènent courageusement cette lutte exemplaire et remplie d'espoir. Se sentir solidaire et voir en eux un exemple de combativité peut être une source d'inspiration pour l'ensemble des hospitaliers en souffrance dans notre établissement.. Le syndicat CGT vous invite à rejoindre les salariés d'Onet sur leur piquet de grève devant Lapeyronie pour manifester votre soutien.

AIR LIQUIDE : GRÈVE ET SOLIDARITÉ CONTRE LE MASSACRE SOCIAL DANS LA SANTÉ A DOMICILE !!!

Journée de grève lundi 2 octobre à Air Liquide où les travailleurs des filiales Santé à domicile de la multinationale française étaient en grève à l'appel de la CGT. La grève a été forte et impactante dans de nombreux territoires, comme à Tours chez Arair, à Saintes en Charente Maritime et à Atton en Meurthe et Moselle chez Orkyn, ou encore sur les deux sites picards d'Adep Assistance à Salouël et Chambly.

Les travailleurs sont en grève et en lutte contre un plan antisocial très brutal qui vise à supprimer **1.038 emplois**.

Une promesse de massacre social qui ne reste pas sans réponse.

Comme le rappelle la FNIC CGT dans un communiqué, avec cette restructuration préparée par le groupe Air Liquide, « ***ce sont 1.038 salariés, sur les 2.439 (47% de l'effectif), qui vont perdre leur emploi, 1.038 familles qu'Air Liquide va mettre en difficulté, pour pouvoir faire plus de profits.*** » Pourtant, la branche Santé du groupe Air Liquide a réalisé près d'un **milliard d'euros de chiffre d'affaires en 2022, et de 402 millions d'euros** pour les entités constituant Pharmadom.

FRET / SNCF : LIQUIDATION PRÉMÉDITÉE EN BANDE ORGANISÉE !

Suite à l'ouverture d'une procédure de la Commission européenne contre l'État français pour « ***aides d'État illicites et non conformes aux règles de la concurrence*** » au bénéfice de Fret SNCF, le gouvernement français a présenté un plan de discontinuité de Fret SNCF. Autrement dit, un plan qui consacre la liquidation pure et simple de Fret SNCF.

L'Assemblée nationale a décidé de créer une commission d'enquête spéciale intitulée « *Commission d'enquête sur la libéralisation du fret ferroviaire et ses conséquences sur l'avenir* ». Depuis le 13 septembre 2023, les ministres actuels et leurs prédécesseurs, les présidents et dirigeants de la SNCF, de SNCF Réseau, de Fret SNCF actuels et passés, des experts, des chargeurs, les représentants des organisations syndicales représentatives se succèdent pour témoigner, sous serment, devant la commission. Plus de 30 heures d'auditions ont déjà eu lieu. Hormis les représentants du gouvernement actuel, la quasi-totalité des auditions confirment les dires et écrits de la CGT des Cheminots et témoignent de l'échec de la libéralisation à développer le fret ferroviaire en France. Le 23 mai 2023, le ministre des transports qualifiait la décision de la Commission européenne de choc, d'inattendue. Un mensonge de plus de sa part ! L'audition le 28 septembre 2023 de Sylvie CHARLES et Alain PICARD, anciens dirigeants de la SNCF, a démontré que le scénario de discontinuité (liquidation de Fret SNCF avec transfert des personnels dans deux filiales et abandon de 23 flux de trains entiers) était préparé depuis des années. Sylvie CHARLES a déclaré que le Secrétariat Général aux Affaires Européennes avait demandé, en 2018, de travailler un scénario de discontinuité et qu'elle avait défendu un plan de discontinuité limité avec la création d'une entité fret ferroviaire

intégrant l'ensemble des filiales fret, y compris étrangères, avec ouverture du capital. Dans le cadre des discussions sur la mise en œuvre de la réforme ferroviaire de 2018, la Direction Générale des Infrastructures, des Transports et des Mobilités (service du ministère des Transports) avait commandé une étude sur la discontinuité au cabinet McKINSEY !

La liquidation de Fret SNCF est donc préméditée dans les plus hautes sphères de l'État, le ministre des Transports actuel ne peut l'ignorer puisqu'il était à cette période conseiller spécial du président Macron sur les questions européennes. Pour la Fédération CGT des cheminots, il est urgent de changer de scénario pour enfin répondre aux enjeux environnementaux et sociaux et développer le fret ferroviaire et le service public SNCF.

Il faut maintenant stopper le plan engagé par le gouvernement !

KINDY À MOLIENS (OISE): «ON N'EST PAS PAYÉS»...

Une quarantaine de salarié-es en grève !!

Alors que le versement des salaires a du retard, les salarié-es ont décidé d'enclencher une grève mardi 3 octobre au matin. « *Nous sommes habituellement payés autour du 29 ou du 30, mais à ce jour nous n'avons rien reçu* » s'inquiète le délégué syndical CGT ;

Ce n'est pas la première fois que le problème se présente, déjà au mois de juin, les salaires avaient été versés avec du retard !!!

L'ensemble des salarié-es sont concernés par ces retards de paiement. Avec des conséquences assez lourdes pour certain-es : Pour mon cas personnel, on travaille tous les deux chez Kindy avec mon épouse précise un salarié. Nous n'avons aucun salaire qui rentre, mais les traites, elles doivent être payées !!!

JDC : LA GRÈVE S'INTENSIFIE À LA MONTAGNE (LOIRE-ATLANTIQUE) ET AILLEURS EN FRANCE !

Depuis mercredi 27 septembre, les experts en monétique de JDC réclament des salaires plus justes. La fronde, née à La Montagne, s'étend à l'Hexagone.

Bordeaux, Pau, Toulouse, Mulhouse... Et même Bruges, en Gironde, où se trouve le siège social de JDC. Dans les agences ou dans les sites techniques, la grogne enfle chez le spécialiste de terminaux bancaires et de caisses enregistreuses.

Les salarié-es de JDC en sont à une semaine de grève pour les salaires !

Une mobilisation historique puisque c'est la première grève dans le groupe.

À l'initiative des salarié-s, la grève inédite a démarré mercredi 27 septembre, à La Montagne, près de Nantes, où se trouve le pôle monétique de l'entreprise, avec sa hot-line à Rezé. Depuis, une cinquantaine d'employés (sur 243) débrayent chaque jour devant le site logistique montagnard. Au deuxième jour de la contestation, la CFDT a rejoint la CGT.

Techniciens, secrétaires, assistants de vente et hot-lineurs réclament une hausse des salaires « *afin de rattraper l'inflation* ». Leurs revenus, disent-ils, n'évoluent pas ou si peu. « *On touche, en moyenne, 1.800 € brut par mois* », indiquent les grévistes qui demandent aussi le treizième mois et une revalorisation de leurs tickets restos.

EPERNAY (MARNE) : MANIFESTATION POUR RÉCLAMER LE PAIEMENT DES SALAIRES DES VENDANGEURS DE NESLE LE RECONS !

Environ 150 délégués syndicaux CGT se sont rassemblés mardi dernier devant les locaux du Syndicat général des vignerons avenue de Champagne à Épernay pour exiger des actes forts de la part des dirigeants de l'interprofession du champagne, concernant les cinq décès et les affaires de traite d'humains qui se sont déroulés lors des dernières vendanges. Tous espèrent qu'elles servent de leçons et fassent évoluer la législation pour que plus jamais une telle situation se renouvelle.

Sur les banderoles déployées, on pouvait lire : « *vendange 2023 la cuvée de la misère, assemblage : 20 % de raisins, 80 % de misère* ».

Les présents à cette manifestation veulent tout mettre en œuvre pour que ne soient pas oubliées les affaires scandaleuses qui ont secoué ces dernières vendanges : les hébergements indignes, la traite d'êtres humains, mais aussi les décès de cinq vendangeurs venus couper les raisins les plus recherchés du monde .

Les élus regrettent de ne pas avoir été reçus par les instances (SGV, Union des maisons de champagne ou Comité Champagne) pour évoquer les problèmes en lien avec les conditions de travail.

Un délégué syndical CGT venu en soutien de la Côte-d'or témoigne « *ce qui se passe dans la Marne, ça a lieu ailleurs. Nous avons eu aussi des problèmes avec des campements immondes* ».

Mais au grand dam des manifestants, les portes du SGV sont restées closes. Et, Sabine Duménil secrétaire départementale de la CGT, chargée de la coordination des dossiers de la cinquantaine de travailleurs africains exploités dans des conditions indignes à Nesle-le-Recons s'élève contre l'absence de dialogue du président du

SGV. « On n'a toujours pas été reçu par le SGV, seulement par la préfecture ». Elle ajoute : « *on continue d'aider les saisonniers pour leurs dossiers de régularisation de leurs papiers ou pour les prud'hommes car ils n'ont pas été payés* ».

Ce qu'espère la CGT, souligne Philippe Cothenet de l'intersyndicat CGT Champagne : « ***une table ronde avec les instances pour discuter des conditions de travail des vendangeurs. On veut parler des prestataires, de la responsabilisation des donneurs d'ordres, de l'hébergement, des décès, du développement du travail à la tâche et ses cadences infernales... Il n'est pas normal que l'on puisse avoir une traçabilité pour chaque étape de la fabrication du champagne, mais pas sur les conditions de travail pour les salariés*** ».

Il s'étonne que « *tout le monde puisse devenir prestataire, sans aucun diplôme. On en arrive à des sociétés qui apparaissent avant les vendanges et disparaissent juste après. On a une explosion de sous-traitants peu scrupuleux, il faut créer un véritable agrément certifiant les compétences des dirigeants en la matière* ».

Mais, tous déplorent le manque d'engagement des représentants de l'interprofession, à commencer par Maxime Toubart, président du SGV.

Pour conclure, Philippe Cothenet déclare « ***On va demander un rendez-vous au ministère du travail et de l'agriculture*** », mais il faut agir au niveau régional. « Aujourd'hui, les prestataires sont les lampistes sur lesquels les donneurs d'ordres se déchargent puisqu'ils ne sont jamais inquiétés par la justice. Il faut avancer sur cette question. Mais, pour autant, il faut que les dirigeants de nos instances du champagne aient la volonté de le faire ». Dans leur prise de parole, les secrétaires généraux de la FNAF CGT, de la CGT champagne et de l'UD CGT de la Marne ont exprimé leur dégoût pour l'exploitation de la misère humaine par le patronat.

KEOLIS : LES CONDUCTEURS ENTAMENT LEUR QUATRIÈME SEMAINE DE GRÈVE !

En grève depuis le 12 septembre, les conducteurs de Keolis Montesson (Yvelines) entament leur quatrième semaine de débrayage. Pour l'heure, aucune négociation n'a été ouverte par la direction. Depuis le rachat par Keolis de leur dépôt début 2022 dans le cadre de l'ouverture à la concurrence, les salariés constatent la dégradation de leurs conditions de travail, en particulier la suspension de leurs primes d'intéressement et de participation. « *Nous continuerons tant que nous n'aurons pas de réponse favorable de la direction* », promettent les salariés en lutte.

PÉTITION ÉLECTRICITÉ : Les travailleurs ne paieront pas les profits des entreprises capitalistes

La pétition peut être signée en ligne:

<https://www.leslignesbougent.org/petitions/electricite-les-travailleurs-ne-paieront-pas-les-profits-des-entreprises-capitalistes-15181/>

Nous livrons ici quelques commentaires de signataires qui l'accompagnent

- **Florence Po****o**

C'est scandaleux ! Y en a marre des super profits quand de nombreuses personnes ne peuvent pas se nourrir ni se chauffer, même en travaillant.

- **Emmanuelle Jo****t**

Ce n'est plus vivable.

- **Jean Michel Bi****d**

Bonne initiative

- **Mehana Ch*****

L'électricité et le gaz ne sont pas des marchandises

- **Annick Go*****n**

Je signe parce que ce ne sont pas aux travailleurs de payer pour les entreprises qui font des profits sur leur dos. Les travailleurs payent le prix fort mais tout le peuple également. Ceci est l'exploitation capitaliste et je refuse, je m'y oppose totalement.

MONDE

CHEMINOTS BRITANNIQUES : EN GRÈVE POUR UNE AUGMENTATION DE 14% !

les conducteurs de train britanniques de 16 compagnies ont fait grève du 4 au 6 octobre pour une augmentation de 14,4% !

Ils multiplient les grèves depuis plus d'un an et ils ne s'arrêteront que lorsqu'ils auront satisfaction.

ETATS-UNIS: LA GRÈVE DES OUVRIERS DE L'AUTOMOBILE LARGEMENT SOUTENUE PAR LES AMÉRICAINS!

Pour la première fois depuis presque quatre-vingt-dix ans, le syndicat United Automobile Workers (UAW) a entamé une grève chez les trois plus grands constructeurs automobiles. Parmi les revendications figurent la fin du système des rémunérations à deux vitesses, l'amélioration de la protection sociale et des pensions de retraite et une augmentation des salaires de 40 %.

Au cours de la dernière décennie, les trois grands constructeurs automobiles (Ford, General Motors et Stellantis) ont engrangé quelques 250.000 milliards de bénéfices, pour l'essentiel au cours des quatre dernières années, qui ont vu les profits exploser de 65 %.

Malgré une législation particulièrement anti-syndicale, le contexte inflationniste et l'absence de mécanismes de protection sociale ont rendu la grève inévitable dans le secteur de l'automobile. Les salaires mirobolants des dirigeants des majors de l'automobile telle Mary Barra à la tête de Général Motors, a vu son salaire augmenter de 25 % depuis 2019, à 29 millions de dollars en 2022, ont également contribué à l'extension de la colère chez les ouvriers qui se double maintenant du sentiment d'écrire un nouveau chapitre de l'histoire sociale étasunienne.

Alors qu'on dit souvent les Américains réticents à la lutte des classes et à l'action sociale, un nombre considérable d'Américains semblent d'accord avec les revendications des travailleur-es de l'automobile. Le soutien de l'opinion publique aux syndicats a considérablement augmenté ces dernières années ; en 2021 le niveau d'approbation de l'action syndicale atteint le chiffre de 67%, un chiffre jamais atteint depuis cinquante-six ans et qui demeure à peu près stable depuis. L'évolution est assez spectaculaire : en 2009, seuls 48% des Américains se disaient favorables aux luttes syndicales.

D'autres actions syndicales en cours, telle la grève des scénaristes de cinéma et de télévision et celle des acteurs, jouissent également d'un fort soutien.

Le climat actuel est donc sensiblement différent de celui qui régnait lors de la dernière crise économique d'ampleur que le pays a connue après 2008. La cause syndicale résonne désormais à un degré jamais atteint depuis au moins une génération.

Partout aux États-Unis, les ouvriers cessent le travail et ce faisant bénéficient d'un large soutien de l'opinion publique. *« C'est un combat de la classe ouvrière contre les nantis, des pauvres contre les riches, de ceux qui n'ont rien contre la classe des milliardaires. »* Massivement, les Américains semblent en convenir.